

« Le dimanche est la marque d'une civilisation »

Dominique Potier était hier l'invité de l'émission « Face aux chrétiens » animée par Frédéric Mounier et coproduite par KTO.

Il répondait aux questions d'Alain Baron (Radio Notre-Dame), Romain Mazenod (RCF) et Bernard Gorce (*La Croix*).



la Croix

vendredi 12 décembre 2014

La loi Macron est-elle une loi de droite, de gauche, ou juste une loi pragmatique ?

Dominique Potier : Opposer ce qui relève de l'idéologie et du pragmatisme est stérile. Il faut à la fois une pensée globale, en profondeur, et des solutions pratiques. Je vais me pencher comme tous mes collègues sur ce qu'il y a de bon et de plus discutabile dans ce texte. Je la regarde avec un a priori favorable mais exigeant.

Sur la question du travail du dimanche, je suis en opposition claire et formelle. Le dimanche est la marque d'une civilisation. Il s'agit non seulement de protéger un espace public mais aussi des temps communs. Des temps pour faire des matchs de foot, pour se promener en silence dans la nature, pour retrouver ses enfants... Toutes ces choses qui font le sel de la vie et qui n'ont pas de prix. C'est aussi un non-sens sur le plan économique. En dehors des « zones touristiques internationales » qui ont un statut bien particulier, cette extension de l'ouverture ne rapportera pas un euro.

Faut-il renationaliser les autoroutes ?

D. P. : J'ai signé l'appel de mon collègue Jean-Paul Chanteguet qui demandait au gouvernement de reprendre la main. La privatisation des autoroutes a été une erreur qu'il faut corriger. Il faut renationaliser, ou au moins renégocier avec force ces contrats.

La majorité s'est-elle montrée à la hauteur pour réformer le pays ?

D. P. : Trois grands rendez-vous ont été manqués en début de mandat par manque de préparation. Plein de chantiers ont été ouverts avec, il faut le reconnaître, un manque de visibilité. Il aurait fallu tout de suite engager la grande réforme fiscale, une réforme financière et enfin celle de l'administration des territoires. Une certaine cacophonie s'est hélas installée. Je ne désespère pas, j'ai confiance dans le gouvernement. On aura à la fin un paysage modernisé, plus efficient, mais le chemin qu'on aura emprunté pour y parvenir a pu semer le doute et je le regrette.

Face aux chrétiens



Vous militez pour une extension de la taxe Tobin sur les transactions financières. Avez-vous l'espoir d'être entendu de François Hollande ?

D. P. : Pour la deuxième partie de son quinquennat, le président doit dessiner une nouvelle frontière. Notre société est fragilisée par le bas, par la rupture du lien aux autres, l'individualisme contemporain, mais aussi par une mondialisation qui donne le sentiment d'une impuissance des États. Aujourd'hui, le combat pour humaniser, civiliser la mondialisation est un combat de politique intérieure. Je suis pour une extension très large de la taxe Tobin et je défends aussi une proposition de loi sur les multinationales pour leur imposer un devoir de vigilance.